

## La voix de l'Opposition de gauche

Rien que les titres en disent long sur les bonnes dispositions de Hollande envers les patrons et actionnaires.

**30.10.2012**

- François Hollande rassure les "maîtres du monde" - Lemonde.fr

- Compétitivité : Hollande répond à l'appel des grands patrons - publicsenat.fr

En réalié ils partagent le diagnostic établi par l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale qu'il avait gracieusement conviés à l'Elysée pour formuler les exigences des multinationales dont les principaux actionnaires sont un cartel de banquiers internationaux.

Voyons cela en quelques extraits, interrogé lors de la conférence de presse donnée à l'OCDE.

- « *Il y a des mesures à prendre dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Car tous les indicateurs montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions* ».

Cela devrait se traduire par le basculement d'une partie des cotisations sociales dénommées faussement patronales sur la TVA et la CSG qui augmenteraient, modérément nous dit-on. Un cadeau de 30 milliards d'euros minimum étalé sur 5 ans.

- « *Le pacte de compétitivité que le gouvernement prépare doit répondre à trois principes* », dont par la négociation « *permettre l'adaptation face aux mouvements de la conjoncture* », « *préparer les salariés aux mutations parfois inévitables* ».

Il emploie le terme "pacte" moins violent que "choc" pour en fait parvenir au même résultat, dans des délais un peu plus long, la référence à la négociation avec les dirigeants syndicaux corrompus le confirme, histoire de préciser que les syndicats et les partis dits ouvriers y seront associés, chacun à leur manière en fonction de leur répartition des rôles au sein du mouvement ouvrier, c'est moi qui le précise, comme d'habitude quoi.

Bref, rien que nous savions déjà.

Plus intéressant, voyons comment s'articule leur discours pour mieux berner militants et travailleurs.

- Le directeur général de l'OMC, le français Pascal Lamy, a fait de son côté un « *lien entre croissance, compétitivité et emploi* ». « *C'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment* », a dit l'ancien membre du Parti socialiste. « *Dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire dans les pays émergents* », a-t-il plaidé. « *Cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive* », « *c'est vrai d'une manière générale* » mais « *particulièrement* » dans le cas de la France, a mis en garde Pascal Lamy. publicsenat.fr 29.10

Ils mettent en avant le triptyque suivant : croissance, compétitivité et emploi. On aurait envie de dire : cherchez l'erreur ou l'intrus : l'emploi. Pourquoi ?

Croissance et compétitivité sont strictement du domaine économique réservée aux patrons, tandis que l'emploi est une question sociale qui concerne davantage les travailleurs. Les lier entre eux constitue dès lors la pierre angulaire sur laquelle va reposer la politique de collaboration de classes qu'ils vont pouvoir élaborer et mettre en oeuvre grâce aux dirigeants syndicaux corrompus qui acceptent de dialoguer ou négocier sur cette base, avec le gouvernement et le patronat.

En pratiquant un amalgame d'intérêts entre croissance, compétitivité et emploi, ils vont pouvoir tenir un discours consistant à dire que l'ensemble des intérêts des différents acteurs économiques seraient pris en compte, et qu'ils agissent ainsi dans le cadre de la préservation de l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Ainsi, les masses ignorantes ou qui n'ont pas acquis un niveau de conscient suffisant pour décrypter correctement leur discours, se figureront qu'elles n'ont pas été oubliées, ce qui est exact, mais pas vraiment dans le sens où elles l'entendent, leurs intérêts étant systématiquement spoliés ou bafoués, l'essentiel consistant à leur donner l'apparence du contraire. Quant à la suite, de quelle manière elles en subiront les conséquences dans leur vie quotidienne, gouvernement, patrons et dirigeants syndicaux s'en foutent éperdument, ce n'est pas leur problème.

Pour produire de la croissance, autrement dit produire davantage, augmenter le PIB, mais aussi pouvoir vendre les marchandises produites, être plus compétitif sur le marché mondial, il faut s'aligner sur les pays où la main d'oeuvre est bon marché, donc il faut diminuer les salaires, où les travailleurs ne disposent d'aucun ou peu d'avantages sociaux qui sont une partie différée de leur salaire, donc il faut liquider les avantages sociaux qui demeurent encore en France, s'attaquer à la Sécurité sociale, aux retraites, les privatiser, etc, où les travailleurs font face à une législation du travail qui leur est très défavorable, voire quasi inexistante, donc il faut flexibiliser davantage la législation du travail en faveur des patrons, s'attaquer au Code du travail, aux conventions collectives, au contrat de travail, permettre aux patrons d'embaucher à leurs conditions définies entreprise par entreprise, de licencier des travailleurs quand bon leur semble, rapidement, de préférence sans que les travailleurs ne puissent contester les motifs de leur licenciement.

Voilà le programme que les patrons du CAC40, l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont remis à Hollande et lui intime l'ordre d'appliquer dans les meilleurs délais.

Hollande et le PS n'ayant nullement l'intention de s'attaquer au capital et à la dictature de l'oligarchie financière, de remettre en cause la BCE et l'Union européenne, on répondra un peu vulgairement : qu'ils se démerdent !

Nous de notre côté notre devoir est de dire la vérité aux travailleurs, ce que nous venons de faire ici en décryptant le discours de Hollande et ses mentors, et de les mobiliser pour exprimer de manière organisée le refus de subir cette politique antisociale dans la perspective d'une République sociale.

En guise de seconde partie, voyons ce qu'il a dit des gangsters de la finance et de la crise du capitalisme.

- " *Si nous laissons les marchés seuls, a-t-il affirmé, il y a à craindre que la résolution de la crise dure encore longtemps* ", en réalité aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été abattu, puisque cette crise a pour origine les fondements mêmes du capitalisme, les forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste et qui sont vouées à être

détruites d'une manière ou d'une autre, le chômage de masse n'y suffisant pas manifestement, quant à l'appauvrissement continu d'une part toujours plus vaste de la population c'est une autre question qui a davantage un rapport avec la spéculation, les outils financiers développés par les banquiers pour retarder le moment de l'éclatement de l'économie mondiale ou l'instauration d'un Nouvel ordre mondial une fois la population réduite en esclavage...

- (A propos de la zone euro) "*Elle est sur le point de sortir de la crise, de l'incertitude et de l'instabilité*", il doit bien être le seul à le penser, quelle hypocrisie en réalité ! Il sait pertinemment quelle en est l'origine qui vient d'être rappelée, de la même manière qu'il connaît parfaitement le plan conçu par le cartel des banquiers internationaux que je viens également de rappeler.

A ce propos, il est évident que si on veut expliquer aux militants et aux travailleurs en quoi consiste réellement la situation, si on occulte les deux aspects ou facteurs que j'ai rappelés, ils n'y comprendront rien et demeureront désarmés pour l'affronter. Observez attentivement de quelle manière les différents partis ou groupes de militants la présentent, et voyez s'ils figurent dans leur littérature.

Terminons en voyant quel bilan les représentants du Nouvel ordre mondial ont tiré de cet entretien. Ils lui ont attribué une note, mais peu mieux faire... évidemment !

- Un diplomate européen a résumé le sentiment des participants à la réunion de La Muette en termes positifs. "*Nous croyions que M. Hollande n'avait pas de politique économique claire, a-t-il déclaré. C'est inexact : il sait très précisément ce qu'il veut faire. Son problème est de trouver la bonne dose de chacun des remèdes et le tempo idéal pour les appliquer. Toutefois, il lui faudra faire des progrès en matière de pédagogie.*"

Plusieurs participants ont noté une grande similitude de comportement entre M. Hollande et Mme Merkel, la chancelière allemande qu'ils doivent rencontrer mardi 30 octobre, à Berlin, sur les mêmes thèmes. "*Tous deux écoutent, prennent des notes et débattent vraiment avec nous des solutions possibles*", note l'un d'eux.

M. Hollande a confirmé qu'il rencontrerait chaque année à Paris les cinq responsables de la régulation mondiale, à laquelle il tient tant. [lemonde.fr](http://lemonde.fr) 29.10

Voilà, les maîtres à penser de Hollande, les représentants de l'oligarchie financière, lui ont soumis "*des solutions possibles*" qu'il appliquera dans le cadre de "*la régulation mondiale*", à son rythme ou "*tempo*", à moins que la réaction se déchaîne et exige qu'il accélère, qui sert à camoufler les véritables intentions des maîtres du monde et que nous avons rappelées plus haut.

La troisième partie sera réservée à un "*déjeuner*" en famille à Matignon le même jour, quelle heureuse coïncidence !

- Outre M. Mestrallet, PDG de GDF Suez, le Premier ministre a reçu pour déjeuner durant environ 1H30 Jean-Pierre Clamadieu, président du comité exécutif de Solvay, Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec et Gilles Michel, directeur général du groupe Imerys.

"*Ce déjeuner était prévu de longue date, bien avant le texte de l'Afep*", a souligné un conseiller de Matignon.

(Celle de la réunion de Hollande avec les représentants des institutions internationales du capital sans doute moins... -Ndlr)

Il a de nouveau appelé de ses vœux un " *nouveau modèle français*" précisant que ce n'était pas "*un modèle nostalgique*" en référence à ce que certains appellent "*l'Etats providence*", prévenant ainsi qu'il ne fallait pas compter sur le rétablissement des acquis sociaux qui avaient été liquidés au cours des dernières décennies.

Je précise que je n'ai pas eu accès à la fin de sa phrase coupée par l'AFP, peu importe, il a dû ajouter des réserves dans le genre : on conservera ce qui fonctionne patati patata, on connaît la musique par cœur destinée à endormir la vigilance des travailleurs et permettre aux dirigeants syndicaux de soutenir le gouvernement en ayant un argument pour se justifier : vous voyez, il a dit qu'il n'allait pas tout nous prendre, c'est une bonne nouvelle, on peut y aller "*négocié*" avec le patronat, la plupart des militants syndicaux n'y verront que du feu ou s'en contenteront, et le tour est joué.

### **Le MRC n'est pas en reste. Parole patronale.**

A propos du débat sur la compétitivité des entreprises françaises, Jean-Pierre Chevènement, qui était l'invité de Public Sénat et de Radio Classique hier matin, a estimé que c'est une question « *prioritaire* » du gouvernement : « *Nous avons des prix qui ne sont pas rémunérateurs pour nos entreprises (...) ce qui est en jeu, [c'est] la capacité pour l'économie française de croître à nouveau, de regagner des parts de marché à l'exportation, d'être en fait une économie attractive.* ».

Il s'est par conséquent déclaré plutôt favorable à un basculement des charges patronales sur la TVA et la CSG : « *Je considère que c'est à tort qu'on a repoussé la TVA (...) le gouvernement précédent a l'esprit d'escalier, il a beaucoup de bonnes idées mais quand il est trop tard. (...) Un panachage de TVA, de CSG, d'autres impôts (...) peut être un moyen de soulager les entreprises qui doivent payer des cotisations patronales ou sociales.* » publicsenat.fr 29.10

Allez-y, mettez le paquet, cela passera ou cassera, si cela casse on ne vous oubliera pas monsieur Chevènement !